



DROITS HUMAINS Le rapport d'Amnesty

Sixante ans après l'adoption par l'Assemblée générale des Nations unies de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le rapport 2008 d'Amnesty International, consacré à la situation des droits humains dans le monde, ne fait pas dans la célébration jouée. « Les gouvernements n'ont pas tenu leurs promesses et se sont montrés incapables de réagir face à des crises graves, comme au Darfour, au Zimbabwe, à Gaza, en Irak ou en Iran », constate l'ONG. Nul besoin, cependant, d'aller chercher la indignation aussi loin : dans son chapitre consacré à la France, Amnesty appelle que « des demandeurs d'asile et des réfugiés ont vu leurs droits violés et bafoués. Cette année encore, des mauvais traitements ont été infligés par la police. »

En France, sans un certain panache, Amnesty International demande aux dirigeants français « de présenter des excuses, après six décennies d'échecs en matière de droits humains », et de s'engager pour de bon dans des améliorations concrètes. « Il est urgent que les États agissent pour combler le déficit béant qui sépare la promesse de la réalisation », confirme Irene Khan, secrétaire générale de l'ONG.

Malgré les textes internationaux et les déclarations d'intention, il reste encore « 81 pays au moins » dont les habitants subissent des actes de violence ou d'autres mauvais traitements. Dans 54 pays au moins, les lois « ne sont pas conformes aux principes d'équité », et il est impossible de s'exprimer librement » dans ces pays. Pour l'organisation, c'est l'absence « d'une vision commune et d'une direction collective » qui menace l'avenir des droits humains. L'année 2007 se distingue ainsi par l'impuissance des gouvernements centraux et les positions ambiguës ou incertaines prises par les puissances émergentes, peu enclines à agir face à des crises particulièrement graves dans le domaine des droits humains. Amnesty exhorte les gouvernements à poursuivre un « nouveau modèle de direction collective » fondé sur les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

XAVIER FRISON

amnesty.fr

HANDICAP Pauvres et incompris

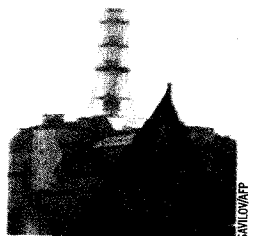
Deux mois après la manifestation du 29 mars qui a réuni 35 000 personnes à Paris (voir *Politis* n°995), et face à l'absence de réponses concrètes, les représentants du mouvement Ni pauvre, ni soumis se sont rassemblés symboliquement place de la Sorbonne, à Paris, le 29 mai dernier. En parallèle, le collectif enjoint les parlementaires à agir pour



une réforme des ressources. Le but : créer un « revenu d'existence décent pour les personnes qui ne peuvent pas ou plus travailler en raison de leur handicap ou de leur maladie invalidante ». Comme le rappellent les militants, les réponses du gouvernement à la mobilisation du 29 mars et aux revendications de Ni pauvre, ni soumis se résument à : « Les caisses sont vides » et « Nous verrons tout cela le 10 juin lors de la conférence nationale du handicap. » www.nipauvrenisoumis.org

SANTÉ Les vigies veillent

Un de nos lecteurs participe à l'action « Vigue d'Hippocrate » devant le siège de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), à Genève. Depuis le 26 avril 2007, une à trois personnes



manifestent chaque jour pour exiger que l'OMS « remplisse sa mission de protection des populations qui souffrent de la contamination radioactive ». Tandis que les dernières études de l'organisation sur les conséquences de Tchernobyl sous-estiment largement le nombre de victimes de la catastrophe, l'Ukraine annonce, de son côté, le chiffre de 25 000 morts. Les militants dénoncent « la collusion qui existe entre l'OMS et le lobby nucléaire civil et militaire ».

Appel des professionnels de la santé pour l'indépendance de l'OMS : www.independentwho.info

SANS-PAPIERS On régularise !

De-ci, de-là, les régularisations de travailleurs sans papiers en grève fleurissent, comme autant de bonnes nouvelles dans un contexte général toujours aussi peu favorable à leur cause. Au restaurant *Le Market*, dans le très chic VIII^e arrondissement de Paris, neuf des onze salariés sans papiers viennent d'être régularisés par la préfecture de Paris. « Les deux derniers doivent l'être dans les prochains jours », indiquait l'association Droits devant !! la semaine dernière. Le 28 mai, ce sont les huit salariés sans papiers en grève des magasins Fabio Lucci qui ont reçu leur sésame. « C'est le résultat d'une lutte exemplaire menée par ces salariés depuis le 27 mars », savourent la CGT, pour qui « la victoire des Fabio Lucci en appelle d'autres ». Droits devant !!, 01 42 58 82 22, www.droitsdevant.org

PRISON En musique

« Parce qu'il est nécessaire de faire apparaître l'importance de la dimension culturelle dans le travail social consistant à prévenir les récidives », la Fedurok (Fédération de lieux de musiques amplifiées et actuelles) a

PRÉCARITÉ Y a du boulot



Au début de l'année, le Premier ministre recevait le collectif des associations unies pour une nouvelle politique publique du logement des personnes sans abri et mal logées pour annoncer les promesses du gouvernement. À cette occasion, il s'était engagé à

prendre des mesures immédiates dans le cadre d'un plan d'actions pluriannuel 2008-2012. Or, la première édition du baromètre de « 100 mesures » élaboré par le collectif, à paraître tous les trimestres, donne de pitoyables résultats : 85 % des mesures n'ont ainsi pas démarré, tandis que 3 % seulement sont appliquées. Dans le volet logement, la loi SRU est toujours aussi peu appliquée. Sur l'hébergement d'urgence, le travail de diagnostic est « au point mort », tandis que du côté de la prévention, on fait « marche arrière sur la garantie du risque locatif ». Enfin, la gouvernance de la politique du logement et de l'hébergement toussoite : « Il a fallu cinq mois pour publier l'arrêté de nomination du haut fonctionnaire en charge de piloter ce programme, pourtant décrété prioritaire, et il n'aura pas été possible d'attribuer les 250 millions d'euros de crédits débloqués en urgence pour 2008. »

www.emmaus.asso.fr

X. F.



LIVRE Alternatives parisiennes

Il arrive : en juin 2008, le guide *Paris en alternatives* sera disponible en librairie. Réalisé en coopération avec la revue écologiste *Silence*, ce guide de poche de plus de 400 pages inclura notamment les meilleurs plans et adresses de balades à vélo et en transports doux à Paris, de librairies indépendantes, de cafés et restaurants associatifs ou solidaires, de coopératives ou de « paniers paysans ». L'architecture écologique, les cinémas, l'éducation alternative, les énergies renouvelables, les médias alternatifs et bien d'autres thématiques sont également traités dans l'ouvrage. *Paris en alternatives*, Le P'tit Gavroche, 400 p., 10 euros, juin 2008. www.guidaltern.org

choisi de travailler avec les centres pénitentiaires. En 2007, en accord avec le ministère de la Justice et le ministère de la Culture, la fédération est intervenue autour de la fête de la musique. Onze lieux de la fédération ont ainsi organisé 15 concerts dans 14 établissements carcéraux, à la suite desquels certains lieux ont initié des actions pérennes avec ces établissements. En 2008, l'initiative autour de la fête de la musique est reconduite, avec cette fois-ci 18 lieux impliqués. www.la-fedurok.org